

SMARTO1E

Legal solutions for the crypto community

Prof. Thomas Fischer | Klaus D. Stark | Reto Stiffler | Patrick Salm

White Paper Version 2.0

21 Septembre 2017

Table des matières

1. Abstrait	4
2. Problème	8
3. Solution	9
4. Équipe	10
4.1. Fondateurs de SmartOne / Conseil de fondation	10
4.2. Équipe SmartOne	12
4.3. Membres du conseil consultatif	16
5. L'écosystème SmartOne	18
5.1. Fournisseurs de services	19
5.2. Système de récompense	19
5.3. SmartOne Plateforme et Protocole	21
5.3.1. SmartOne Évaluation des Risques	21
5.3.2. SmartOne Régulation	21
5.3.3. SmartOne Sociofinancement	22
5.4. SmartOne Recherche et Développement	22
6. Feuille de route	23

7. Lancement du Token	25
7.1. Structure du "TGE"	25
7.2. Lancement public du <i>token</i>	28
7.3. Implémentation technique	31
7.4. Distribution	32
7.5. Vérification	33
7.6. Utilisation du montant recueillie	34
7.7. Incitations aux utilisateurs: Récompenses pour la communauté Légal	35
7.8. Résumé du "TGE"	36
8. Annexe	37
8.1. Défis pour le marché Légal	37
8.2. Technologie du <i>Blockchain</i>	38
8.3. <i>Smart contracts</i>	39
8.4. Définition du "TGE"	40
8.5. SmartOne Services	40
8.5.1. LegalOne - Le premier cabinet de droit numérique Suisse	40
8.5.2. NextLex Ltd. - Numérisation des documents et processus Légal	41
8.5.3. SKUANI Ltd. - Marché pour les conseils Légal	41

1. Abstrait

Au cours des dernières années, la technologie du *blockchain* a reçu une attention significative des investisseurs, des corporations et des entrepreneurs. Pourtant, c'est seulement au cours des derniers mois que nous avons été en mesure d'assister à l'adoption du premier cas d'utilisation de produits à base de *blockchain*, et des projets atteints les manchettes et du financement par le lancement de "Token Generating Events" (TGEs), également connu sous le nom de "Initial Coin Offerings" (ICOs).¹

Ceux-ci ont exposés un énorme appétit des entrepreneurs pour le financement à l'extérieur du modèle traditionnel du capital à risque.

La plupart des projets financés par des événements de lancement de *token* sont à base de *blockchain* et avec de nouvelles idées lancé chaque jour, nous pouvons certainement dire que les effets perturbateurs de la puissance de l'économie décentralisée a été déclenché.

La nécessité d'un accès Légal

SmartOne vise à porter les capacités perturbatrices d'entreprise basées sur le *blockchain* au secteur légal en créant une voie d'accès aux services juridiques pour la communauté crypto elle-même.

La récente recrudescence de l'activité cryptographique a mis en évidence un mal de tête législatif, car la technologie *blockchain* a progressé plus rapidement que les systèmes nationaux légaux. En réalité, très peu d'instances ont été préparés pour cela et ne reconnaisse tout simplement pas les *tokens*, ou dans certains cas extrêmes voir les *tokens* comme une autre forme de valeurs mobilières (p. ex. les États-Unis).

¹ Le terme ICO est trompeur. Voir l'annexe pour plus d'informations.

Pour certains, ce manque de réglementation est considérée comme un avantage mais, pour beaucoup, c'est un vrai problème qui menace la viabilité à long terme d'entreprise crypto. Aujourd'hui, il y a près de 1000 devises activement négociées, ce qui représente une capitalisation boursière de 150 milliards USD, un chiffre qui est en croissance rapide. Jusqu'à présent en 2017, plus de 1,3 milliard de dollars US ont été financées grâce à des "Token Generating Events" (TGE).

Pour que ce succès se poursuive, beaucoup pensent que les entreprises de crypto auront besoin d'accéder aux services légaux qui leur permettent de fonctionner conformément aux normes KYC, AML et autres normes réglementaires, mais l'environnement actuel ne rend pas cela facile ou, dans certains cas, presque impossible.

Ces difficultés signifient que les questions juridiques continuent d'être un fardeau et un obstacle pour de nombreuses entreprises crypto

Le droit est compliqué et, dans de nombreux cas, manquant. Quelle que soit la situation à l'échelle locale, les services juridiques sont presque toujours inaccessibles. Pour les développeurs cryptographiques, qui ne sont généralement pas formés légalement, cette confusion entraîne rapidement une attitude qui favorise l'évitement de la divulgation. On craint que, même s'ils essaient de se conformer, l'inflexibilité des systèmes juridiques existants signifie qu'ils vont toujours être en faute.

L'évitement de la réglementation crée des risques énormes et ceux qui optent pour les conseillers juridiques traditionnels doivent accepter un rythme de développement plus lent car les avocats traditionnels comprennent très peu ces projets décentralisés «à la fine pointe de la technologie».

Compte tenu de la rapidité de l'innovation technologique, il a été difficile pour les conseillers juridiques de suivre les évolutions et la plupart ne comprennent pas complètement ces technologies émergentes. Cela ne les a toutefois pas empêché de facturer des frais horaires élevés qui sont incompatibles avec les besoins des

communautés crypto.

Changement délivré par des fondations solides

SmartOne est sur une mission de changer ce problème en fournissant des solutions juridiques de première classe à la communauté crypto.

SmartOne est elle-même une communauté, conçu et construite par une équipe d'experts juridiques et techniques basées à l'intérieur et autour de Zug, Suisse, berceau de certaines des premières monnaies crypto, comme *Ether*, et maintenant connu sous le nom de "Crypto Valley".

En équipe, nous avons une compréhension profonde des cryptocurrencies avec l'expérience qui nous vient d'avoir travaillé dans deux entreprises de technologie juridique - NextLex & Skuani.

Dans un monde de cryptocurrencies qui est trop souvent caractérisé par l'incertitude, nous avons établi de solides fondations en nous basant en Suisse, un pays qui est réputé pour ses affaires juridiques solides et stables, reconnues internationalement. L'environnement parfait pour lancer des solutions juridiques pour la communauté crypto.

Nos activités en Suisse sont soutenues par la Fondation SmartOne qui est basé au Liechtenstein.

Avec un environnement juridique et réglementaire hautement reconnu, le Liechtenstein offre également une réglementation compatible avec l'UE et l'accès au libre-échange de services dans l'ensemble de l'EEE. En combinant ces deux environnements de soutien avec notre propre expérience et notre expertise, nous avons pu créer un nouveau *token* qui va perturber le secteur des services juridiques: LEGAL.

Établir un nouvel environnement

LEGAL est le moyen par lequel la communauté crypto aura accès à des services juridiques et de conformité programmatiques de manière rentables auxquels elle peut avoir confiance. Simultanément, il fournira à ses propres utilisateurs et investisseurs la confiance dont ils ont besoin pour soutenir les nouvelles entreprises cryptographiques.

À son niveau le plus visible, LEGAL sera le pont entre les communautés juridiques et crypto mais notre mission va bien au-delà de cela.

En plus de créer un accès aux services juridiques, nous créons également un protocole juridique complet qui se transformera en un écosystème mondial pour les solutions juridiques.

En optimisant les connexions et les contributions de nos partenaires dans les communautés cryptographiques et juridiques, nous avons l'intention que LEGAL devienne le fondement d'une solution unique et unifiée répondant aux besoins légaux et de conformité des utilisateurs de crypto actuels et futurs du monde.

2. Problème

Le monde du *blockchain* évalué à plusieurs milliards de dollars présente un problème: il ne peut pas facilement accéder aux services juridiques dont il a besoin pour continuer son développement comme étant la technologie numérique la plus perturbatrice depuis la création du "World Wide Web".

Au cours de la dernière année, les entreprises du *blockchain* avec une cryptocurrency ont franchi un seuil. Alors qu'ils étaient autrefois financés par des particuliers, ils se sont ouverts à une communauté d'investisseurs plus large en entreprenant des "Token Generating Events" qui leur permet de recueillir des fonds en sociofinancement.

Pour atteindre un plus vaste bassin d'investisseurs, en particulier les marchés financiers et des marchés des capitaux, les entreprises doivent respecter certaines normes réglementaires y compris les protocoles de AML et KYC.

Malheureusement, les systèmes juridiques et les industries de services juridiques qui permettent d'accéder à ces réglementations n'ont pas été en mesure de suivre le rythme du développement technologique, laissant les communautés crypto dans un "no man's land" juridique.

La majorité des fournisseurs de services juridiques traditionnels ne comprennent pas les concepts derrière les technologies du *blockchain* ni l'impact potentiel de l'économie décentralisée croissante qu'ils facilitent.

Leurs modèles d'affaire ne sont pas compatibles avec le monde du secteur technologique en évolution constante, qui préfère l'automatisation et le prix unitaire aux processus papier et aux engagements payants par heure.

Au niveau des politiques, très peu de systèmes juridiques nationaux ont réussi à suivre le rythme du développement crypto, entraînant un manque de cadres réglementaires conçus pour assurer aux investisseurs la confiance que les entreprises crypto et les

communautés qui les intéressent; suivent au minimum, des normes de conformité mondialement reconnues.

3. Solution

SmartOne a conçu le *token* LEGAL comme solution à ce désalignement des communautés crypto-légales

Conçu pour combler l'écart entre ces deux secteurs, LEGAL aborde le manque d'accès au secteur juridique actuellement expérimenté par les communautés crypto et crée par le fait même les bases d'un écosystème technique juridique basé sur le réseau et la plate-forme SmartOne.

En permettant l'accès au réseau SmartOne, LEGAL réunit les communautés crypto et le secteur juridique. Les organisations utilisent leurs *tokens* pour acheter des services juridiques et des expertises offertes par la plate-forme. Ils pourront choisir leurs équipes et sélectionner des produits ou des services automatisés spécifiques qu'ils savent avoir été conçus pour servir la communauté crypto.

Le réseau lui-même offre un marché dans lequel les fournisseurs de services et les clients peuvent se rencontrer et s'engager. Il réunit aussi des chercheurs, des développeurs, des institutions financières, des régulateurs et des investisseurs pour la première fois dans un écosystème ciblé.

Soutenu par le réseau SmartOne et la Fondation SmartOne, l'écosystème facilitera le développement de la technologie juridique en fournissant un environnement qui met en contact les institutions financières avec les équipes de recherche; les investisseurs avec des développeurs et des fournisseurs de services avec des clients.

4. Équipe

4.1. Fondateurs de SmartOne / Conseil de fondation

Prof. Thomas Fischer, MA Law HSG, MA Finances HSG, M.Psych. Université de Zurich, avocat

CEO Swiss ALP Asset Management leadership ; chargée de cours en psychologie à FHNW

Ayant fondé Swiss ALP Asset Management en 2014, Thomas Fischer s'est spécialisé dans l'identification et la mise en œuvre de solutions novatrices en matière de placement de marché. Depuis 2002, dans son rôle de partenaire fondateur d'Aicons AG, Thomas a mené plus de 500 examens de due diligence sur les fonds spéculatifs, fonds de "private equity" / dette et autres entités. D'octobre 1999 à avril 2002, il a agi à titre de conseiller juridique pour le groupe d'investissement RMF et était responsable des questions juridiques et de conformité pour les filiales mondiales du Groupe.

Thomas est diplômé en administration des affaires et droit de l'Université de Saint-Gall et en psychologie de l'Université de Zurich. Il a également été admis dans le bar du Canton d'Argovie et a son siège au conseil consultatif de l'Association suisse de Legaltech.

Thomas enseigne actuellement la psychologie du leadership à l'Université des Sciences Appliquées et des Arts du Nord-Ouest de la Suisse. Auparavant, il a été professeur de finances et de comptabilité entre 2001 et 2010.

Reto Stiffler, Université de Fribourg, l'AZEK/CIIA

Analyste financier agréé suisse et gestionnaire d'actifs; analyste blockchain

Reto Stiffler est un économiste qui, depuis plusieurs années, s'est consacré à l'analyse

conceptuelle de différentes technologies de *blockchain*. Il est le rédacteur en chef de www.blockchain-nachrichten.com, un site dédié à repporté des analyses du *blockchain*.

Jusqu'en 2016, Reto était CIO et associé chez BK & Associates AG. En tant que membre du comité d'investissement, il était chargé de la répartition de l'actif et de sa mise en œuvre dans les mandats et les fonds.

Reto a précédemment travaillé comme directeur exécutif à Julius Bär lors de sa scission de Swiss & Global Asset Management (aujourd'hui GAM). Il a quitté la banque privée en 2013, mais pendant son séjour, il a effectué une analyse des stocks et une gestion des risques de portefeuille.

Avant cela, il était analyste financier pour le Credit Suisse, chargé de l'analyse macroéconomique des pays d'Amérique latine. Reto possède un diplôme (lic. Rer. Pol) spécialisé dans la théorie économique.

Patrick Salm, MSc Banking & Finance HSLU, BSc Business Law ZHAW, CAS Blockchain

Fondateur et chef de la direction Kepler Technologies LLC, Strategic Risk Manager Credit Suisse Group

Patrick Salm sert de gestionnaire de risques stratégiques et d'analyste d'entreprise de BANK-now AG, filiale de Credit Suisse Group. À ce titre, il fournit des analyses de risque pertinentes des processus et applications d'affaires.

Patrick est un entrepreneur en *blockchain* et un chef de pensé qui a servi de conseiller auprès de TaaS, premier fonds fermés dédié exclusivement au *blockchain asset* et qui a cofondé Kepler Technologies, une plateforme de gestion de portefeuille et d'analyse de cryptocurrency.

Le bilan de Patrick comprend plus de 10 ans dans des rôles de premier plan, tels que le

chef du recouvrement, analyste commercial et gestionnaire stratégique des risques dans les grandes institutions financières. Il est titulaire d'une maîtrise en banque et finance de l'Institut des services financiers de Zug à l'Université des sciences appliquées et des arts de Lucerne et d'un baccalauréat en droit des affaires de l'Université des sciences appliquées de Zurich. Il est également parmi le premier groupe de tuteurs du CAS dans *Blockchain* à Lucerne School of Information Technology.

Klaus D. Stark, BA FH St.

Partenaire Groupe Ganten; *Managing Partner IBO (Liechtenstein) Ltd.*

Klaus Stark est un fiduciaire agréé du Liechtenstein et membre de l'Institut des fiduciaires professionnels du Liechtenstein et de l'Association des experts-comptables, des experts des comptes et des conseillers fiscaux au Liechtenstein (VBBS) et en tant que praticien de la fiducie et de la succession, également membre de la Société internationale de Praticiens fiduciaires et successeurs (STEP). Il a plusieurs années d'expérience dans le secteur de la confiance et des services financiers du Liechtenstein.

Klaus a étudié l'économie à HWV St.Gallen et est un fiduciaire qualifié et un praticien de la confiance et de la succession (TEP) au Liechtenstein.

Klaus Stark est co-fondateur du Liechtenstein *Blockchain-meetup*.

4.2. L'équipe de SmartOne

Christoph Küng, BA Finances FHNW, MA Droit Université de Zurich, Certifié expert fiscal

CEO SKUANI Ltd .; Co-fondateur de la Swiss LegalTech Association

Christoph Küng est PDG de Skuani Ltd. et expert fiscal agréé suisse. Il a fondé le LEC Club, un réseau de nouvelle génération, Civic Circle, un groupe de réflexion et la Swiss

LegalTech Association (SLTA). Il a de nombreuses années d'expérience dans le conseil fiscal, la négociation d'actions, la banque privée et la gestion de projets axés sur les finances.

Christoph a déjà travaillé dans le secteur fiscal d'une *Big-4-Company*, d'une *Big-Law-Company* et du service fiscal du groupe Zürcher Kantonalbank.

Christoph a étudié en droit à l'Université de Zurich, aux Finances à l'Université des Sciences Appliquées du Nord-Ouest de la Suisse et a précédemment terminé un apprentissage financier à la Neue Aargauer Bank.

Christian Kläy, MA University of Bern, University of Bern LL.M., Lawyert

Fondateur et CEO NextLex Ltd .; Co-fondateur et CEO de LegalOne Ltd

C'était en travaillant dans une entreprise internationale dans l'industrie de la machineries, que Christian s'est rendu compte qu'un système de gestion des processus intelligents et technologique pourrait inaugurer une nouvelle ère pour l'industrie légale. En conséquence, il a fondé NextLex.

Christian est titulaire d'un Master en droit de l'Université de Berne et est avocat au Barreau suisse spécialisé dans l'automatisation et la numérisation de procédures juridiques, notamment en droit des sociétés, droit des contrats, droit de la propriété intellectuelle, droit du travail et droit de la distribution.

Marco Oesch, Certificat fédéral en Informatique

Fondateur et chef de la direction CreaSoft LLC

Le bilan de Marco comprend plus de 15 ans de réussite continue en tant que développeur principal et architecte logiciel dans les principales institutions financières.

En tant que développeur principal d'UBS, Marco a été responsable de la création de différentes solutions basées sur le Web, y compris CRM, "Advisor et Intermediary Workbench".

En 2008, Marco Oesch a fondé CreaSoft GmbH, une entreprise qui aide les clients du secteur financier à développer et à mettre en œuvre des solutions d'entreprise stratégiques.

Le travail de Marco chez CreaSoft inclus la mise en place et la configuration d'infrastructures sécurisées distribuées, ainsi que l'établissement d'un processus de développement entièrement automatisé. Il prend également en charge les clients en détectant et en supprimant les inhibiteurs de performance des applications stratégiques.

Parallèlement à son travail en tant que développeur, Marco a initié et mis en œuvre un certain nombre de cadres et d'intégration web.

Mario Colombo, BSc Business & Management HSG.

Fondateur et partenaire what.digital

Mario a plus de 8 ans d'expérience en communication, développement web et marketing numérique, obtenu en travaillant pour la plus grande agence de marketing en ligne en Suisse. Il était responsable du développement de produits et de la livraison d'une solution d'automatisation pour les tableaux de bord et les rapports.

Mario est un développeur et un gestionnaire de produits expérimentés et éprouvés pour les applications mobiles et Web ainsi que les sites Web multilingues basés sur CMS.

En 2015, Mario a cofondé What.digital, la première entreprise d'astuce de croissance et de prototypage en Suisse, fournissant des services de développement de produits, aidant les startups avec le prototypage, les stratégies "go to market", l'acquisition de clients et l'astuce de croissance.

Mario dirige l'élément de démarrage rapide et de prototypage de projet d'entreprise - livraison de nouveaux produits au démarrage. Il propose également des ateliers MVP pour les accélérateurs de démarrage et les incubateurs.

Luke Szkudlarek MSc , MSc Business Computing, Economics PUE

Fondateur et partenaire what.digital

Luke a plus de 10 ans d'expérience internationale dans le secteur numérique, travaillant dans une gamme de domaines, du développement web aux ventes en ligne. Il a fait ses preuves, offrant des stratégies de marketing numérique pour des marques internationales telles que HSBC, Standard Bank International et Victorinox.

Aux côtés de Mario, Luc est co-fondateur de ce what.digital. Ses spécialités sont des entreprises du secteur de fintech, sociofinancement et des biens de consommation.

Luke contribue activement à la scène de démarrage suisse et fournit souvent des sessions de coaching d'astuces de croissance aux universités, aux programmes d'accélération et aux incubateurs.

David Fariña

Fondateur de www.davidfariña.com

David Fariña travaille comme ingénieur logiciel et graphiste chez Novalogix AG et possède plus de 8 ans d'expérience dans le développement et la conception web.

Il possède une connaissance approfondie de javascript ainsi que des cadres et des bibliothèques telles que Angular JS, UnderscoreJS, jQuery, des applications basées sur Apache Cordova, Xcode et Android Studio, ainsi que des développements backend avec PHP (Wordpress, MySQL) et Java (Liferay, Spring MVC, PostgreSQL).

De 2013 à 2016, David a travaillé pour Point Software AG. David obtient son diplôme de EFZ Polygraf à l'École de Design à Zurich en 2012.

4.3. Les membres du conseil consultatif

Prof. Dr. Markus Heusler, MSc Phys ETH, PhD University of Zurich

CEO Risk Solution Network Ltd.; Membre du conseil d'administration Banque cantonale suisse; Professeur honoraire Université de Zurich

Markus est directeur général de RSN Risk Solution Network Ltd., membre du conseil d'administration à une banque cantonale suisse et Professeur honoraire de physique théorique à l'Université de Zurich.

Markus est diplômé de l'Institut fédéral suisse de technologie (ETH) Zurich avec une thèse de doctorat en physique théorique des particules et de l'Université de Zurich avec une thèse de doctorat en cosmologie. Il a travaillé comme stagiaire postdoctoral au Max-Planck-Institute for Astrophysics à Munich et à l'Institut Enrico-Fermi de l'Université de Chicago. Ayant reçu la mention de *SNSF-sponsored Professorship*, il a tutoré des étudiants au doctorats et a donné des cours sur la Physique Quantique, la Relativité, L'Électrodynamique et la Thermodynamique au niveau des cycles supérieurs et post-universitaires.

En tant qu'expert internationalement reconnu pour la théorie de la relativité générale d'Einstein, Markus a publié plus de trente articles dans des revues de physique de premier plan. Sa thèse d'habilitation sur la théorie mathématique des trous noirs a été publiée sous forme de manuel par la Cambridge University Press.

Markus est directeur général de RSN Risk Solution Network AG, qu'il a rejoint en 2004 et développé dans le risque de crédit de la coopération entre les banques Suisses. Il dirige

également le comité des risques au sein du conseil d'administration d'une banque cantonale Suisse.

Prof. Dr. Georges Grivas, Dr. sc. ETH, Dipl. Inf. Ing. ETH, Dipl. Math.

Georges Grivas est chargé de cours et chef du Master en études avancées (MAS) en gestion d'entreprise numérique et MAS Business Intelligence à Lucerne University of Applied Sciences and Arts et CEO de Grivas Management Consulting.

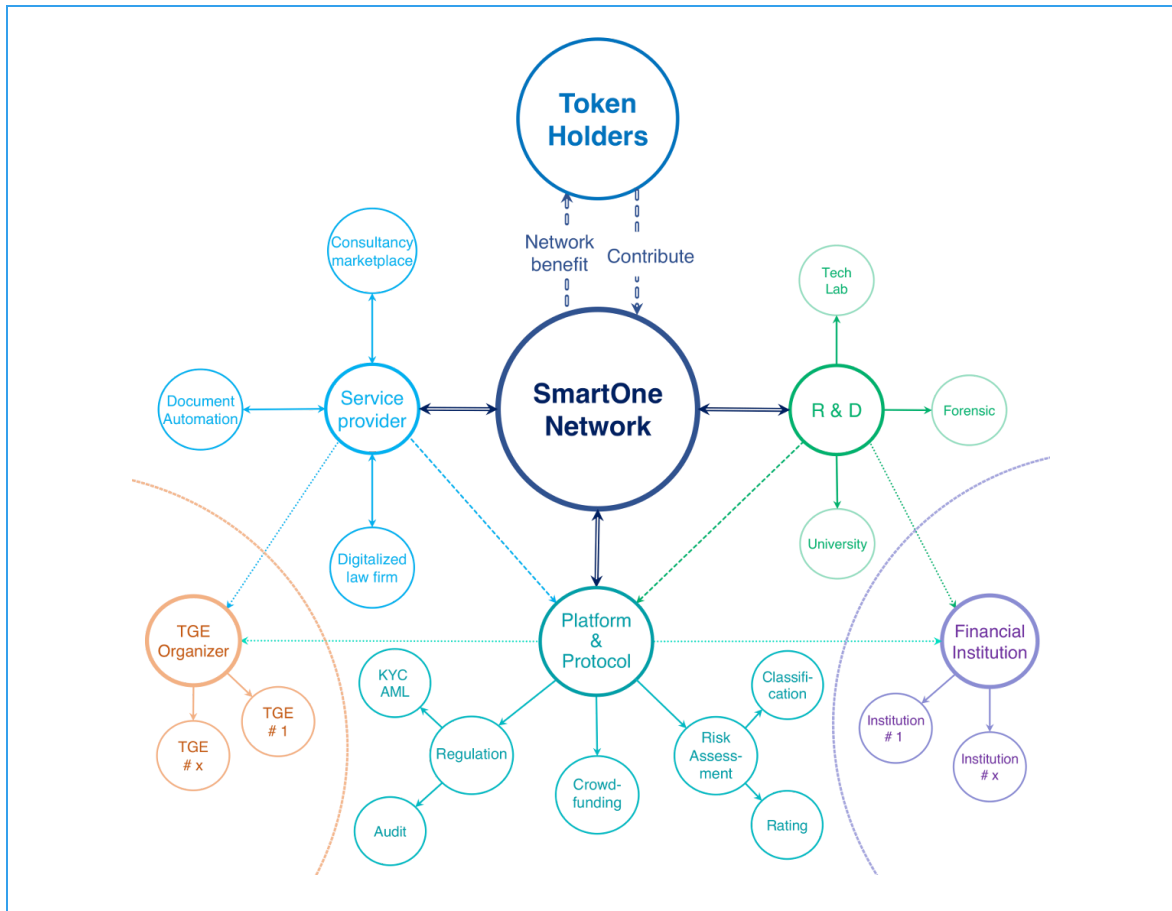
L'École des technologies de l'information de Lucerne a été l'une des premières universités à lancer un cours sur le *blockchain*. Georges est responsable du certificat d'études avancées en *Blockchain*. Il est également président de la Swiss Digital Finance Conference.

Au cours des années, Georges a travaillé dans divers rôles de premier plan, dont le responsable de la Stratégie informatique pour le Credit Suisse, le chef de la stratégie commerciale et le contrôle du portefeuille de projets pour Raiffeisen Schweiz, chef de la gestion du portefeuille de projets pour Allianz Suisse et responsable de la gestion des processus pour Swiss Life.

Georges est également titulaire d'un diplôme et d'un doctorat en informatique de l'Institut Fédéral Suisse de Technologie (ETH) de Zurich.

5. L'écosystème SmartOne

SmartOne a été créée en tant que fondation basée au Liechtenstein dans le but de servir à la fois comme fournisseur de services juridiques aux organisateurs de TGE et institutions financières et en tant qu'organisation cadre pour la promotion des activités de recherche et de développement liées au protocole SmartOne. En tant que l'un des premiers fournisseurs de solutions juridiques au marché du *blockchain*, SmartOne s'engage également à développer le large paysage juridique et réglementaire pour les communautés crypto.



5.1. Les fournisseurs de services

Les fournisseurs de services SmartOne d'origine sont LegalOne, NextLex et SKUANI. Ensemble, ils fournissent les ressources dont nous avons besoin pour fournir des services juridiques complets.

LegalOne est le premier cabinet d'avocats numérique en Suisse

NextLex est une plate-forme d'automatisation des documents juridiques.

SKUANI est un marché de service conseil interdisciplinaire.

Ces partenaires sont entièrement engagés dans SmartOne et ont investi 2 millions de francs parmi eux.

En tant que plates-formes technologiques clés qui sont essentielles au succès de SmartOne, il est important de noter que NextLex et SKUANI sont entièrement opérationnels.

5.2. Système de récompense

Le *token* LEGAL est au coeur de l'écosystème SmartOne. Son rôle principal consiste à incorporer un droit: le droit au membership à l'écosystème.

Parallèlement à l'adhésion, le *token* LEGAL sert également de licence pour utiliser les protocoles SmartOne. Ceux-ci permettent aux détenteurs de token d'accéder aux services juridiques, y compris les exigences réglementaires communes des processus "Anti-Money Laundering" (AML) et "Know Your Customer" (KYC), grâce à la technologie *blockchain*.

Seuls les utilisateurs enregistrés auront un statut de membre et ainsi bénéficier de ces avantages.

Schéma d'adhésion SmartOne

Un schéma d'adhésion à plusieurs niveaux permet de déterminer le statut d'un membre selon le nombre minimum de *token* LEGAL qu'ils ont stocké dans leur portefeuille SmartOne pendant un cycle de trois mois.

Les *Tokens* stockés sur un échange crypto ne sont pas comptabilisées dans le système d'adhésion, créant ainsi une incitation pour les membres à utiliser leur portefeuilles sécurisés.

Status	Silver	L'or	Platinum
<i>Min. possession de token LEGAL</i>	100 LGL	1'000 LGL	10'000 LGL
Réduction pour les produits et services SmartOne	✓	✓	✓
Droit de préemption sur une sélection des futurs lancements de <i>token</i> effectués par SmartOne		✓	✓
Conseil juridique gratuit par LegalOne (une heure par année)		✓	✓
Réductions sur une sélection de futurs lancements de <i>token</i> effectués par SmartOne			✓
Accès gratuit aux services haut de gamme tels que l'analyse TGE et l'évaluation du token par SmartOne			✓

5.3. Plate-forme SmartOne et protocole

La Fondation SmartOne vise à promouvoir et à développer de nouvelles technologies et applications, en mettant l'accent en particulier sur les logicielles d'architectures ouvertes et décentralisées.

L'objectif est de promouvoir et de développer le protocole SmartOne (ou la technologie correspondante) ainsi que de promouvoir et soutenir les applications utilisant le protocole SmartOne.

5.3.1. L'évaluation des risques SmartOne

Intimement lié au protocole SmartOne est le développement d'un système de notation des risques pour les actifs crypto qui aidera à faciliter l'entrée des investisseurs institutionnels dans le marché du *blockchain*.

Le système fournira un aperçu quantitatif de la solvabilité des *tokens* individuels ainsi que leur classification en classe juridique.

5.3.2. Règlement SmartOne

Selon le Plan directeur pour l'identité numérique du [World Economic Forum](#), l'absence de systèmes d'identité numérique dans le monde en général a un impact négatif sur les institutions financières. Nous voyons qu'une solution d'identité numérique est une condition préalable nécessaire à l'introduction sur le marché général de produits et de services basés sur les technologies du *blockchain*.

À titre d'exemple pratique, la ville de Zug en Suisse fournira à partir de septembre 2017 à ses habitants la possibilité de créer leur passeport numérique en utilisant le *blockchain*.

Ce système d'identité décentralisé est basé sur *Ethereum Blockchain* et parce qu'il implique une vérification officielle par les autorités, y compris l'achèvement des protocoles KYC et AML, il permettra aux détenteurs d'identité d'accéder aux marchés des services financiers.

Une première version du protocole SmartOne Regulation sera mise en œuvre pour notre TGE et le code sera disponible au public sur GitHub. Cela donnera l'exemple à d'autres juridictions et fournira une base pour un développement ultérieur de ce protocole décentralisé.

5.3.3. Sociofinancement SmartOne

SmartOne développe également une plate-forme "open source" de sociofinancement pour les particuliers et les institutions à but non lucratif.

La plate-forme *Ethereum blockchain* permet à quiconque de lancer une campagne sociofinancement. Les donations peuvent être réalisés avec les *tokens* Ether et LEGAL.

5.4. Recherche et développement SmartOne

SmartOne est un grand défenseur de la recherche et du développement dans les applications du *blockchain*, en particulier par les startups et les étudiants. À cette fin, nous allons créer un laboratoire technique pour organiser des activités de R & D.

Opérant essentiellement comme un centre de compétences pour les idées novatrices du *blockchain* le laboratoire jouera également un rôle éducatif. Tout d'abord, en réunissant les esprits curieux ensemble et d'autre part, en organisant des ateliers et des conférences.

Le Tech Lab se trouve dans le BusinessParkZUG² au coeur de la "Crypto-Valley.

² www.businessparkzug.ch/kontakt

SmartOne offre gratuitement des espaces de *co-working* dans le laboratoire en coopération avec l'Association Zuger Gründerzentrum et grâce à l'appui de Fondation Antoine Blättler. Jusqu'à huit postes de travail sont disponibles à l'installation et démarrage d'entreprises et aux étudiants.

6. Feuille de route

Le SmartOne TGE n'est que le tout premier pas sur la voie de l'établissement de l'écosystème SmartOne. Une fois que le TGE est terminé, notre objectif sera de fournir les outils nécessaires pour faciliter et mettre en œuvre des TGE fait par un tiers.

Dans le marché SmartOne, ces tiers seront en mesure de choisir les experts dont ils ont besoin pour les aider à prendre leurs idées *blockchain* jusqu'à l'achèvement de leur TGE.

Initialement, le soutien se concentrera sur la création du "White Paper" et l'évaluation juridique du *token* en prévision de la TGE. À partir de Décembre, l'expertise disponible comprendra également la fiscalité, la réglementation, la conformité et la sécurité du *token*. Suite à la mise en œuvre réussie du marché SmartOne, l'attention se passera par l'extension du protocole SmartOne.

Project Roadmap



7. Lancement du *token*

7.1. Structure de la TGE

Au cours des derniers mois, nous avons vu un nombre croissant d'algorithmes de TGE nouveaux et innovateurs. Jusqu'à récemment, deux types sont les plus fréquentes :

Prix fixe et plafonné

Une quantité maximale de *tokens* est offerte à un prix fixe. Les contributeurs connaissent le montant maximal cumulé. Son principal inconvénient est le risque de surstockage. Les TGE peuvent être vendus en quelques secondes et laisser la plupart des contributeurs hors du projet. Parfois, les abonnés tentent de se surpasser en offrant de payer un montant excessif de frais de transaction pour entrer. Cela entraîne des pénuries de capacité sur le réseau et de grands retards dans la confirmation des transactions.

Prix fixe et non plafonné

La quantité totale de *tokens* n'est pas plafonné. Autant de *tokens* sont créés tant que les gens sont prêts à en acheter. Le montant maximal est inconnu, ce qui rend difficile pour les contributeurs d'évaluer le projet. Ce type de TGE a été critiqué pour sa cupidité parce que de tels projets reçoivent souvent plus de financement que ceux qui peuvent être utilisés. En raison de cette critique, de nouveaux algorithmes ont émergé pour contrôler ces offres.³

Enchères plafonnés

Un plafond est placé sur le montant maximal que le projet cherche à amasser. Les contributeurs font une offre au prix souhaité et indiquent leurs dépenses maximales. Un nombre variable de *tokens* est actuellement vendu, au prix le plus bas d'offre réussie, en proportion des dépenses totales engagées par l'acheteur.

³ Suivre GDAX <https://blog.gdax.com/the-perfect-token-sale-structure-63c169789491>

Enchères non plafonnées

Les acheteurs font leur offre à un prix et pour une quantité de *tokens* souhaité . Un nombre fixe de *tokens* sont vendus aux soumissionnaires dans un ordre décroissant, jusqu'à ce que tous les *tokens* soient vendus. Le montant amassé n'est pas plafonné.

Avec la redistribution

Les acheteurs offrent une dépense totale souhaitée. Un nombre fixe de *tokens* est vendu à un prix fixé, en proportion des dépenses totales engagées pour chaque acheteur. Les paiements excédentaires des acheteurs sont remboursés. Il y a un plafond sur le montant soulevé. Cette structure garantit que tout le monde peut participer dans une certaine mesure. Toutefois, si la vente est sursouscrite, les acheteurs recevront moins de *tokens* qu'ils souhaitent acheter et un remboursement partiel du paiement.

Avec un plafond limite de parcelle

Un nombre fixe de *tokens* est vendu à prix fixe selon le principe du premier arrivé, premier servi, jusqu'à ce que tous les *tokens* soient vendus. Il y a une limite sur le montant total qu'un contributeur peut acheter. Cela se fait généralement en limitant le montant de chaque transaction entrante et en rendant difficile pour un seul acheteur d'envoyer plusieurs transactions. C'est là que SmartOne entre et met en œuvre notre protocole KYC (voir ci-dessous). Il y a un plafond sur le montant soulevé.

Le tableau suivant résume l'état actuel de la lecture et compare les algorithmes:

La structure de vente de <i>tokens</i>	Plafonné Prix fixe	Non- Plafonné Prix fixe	Plafonné Enchères	Non- plafonné Enchères	Plafonné Redistribution	Plafonné Limite de Parcelle
Amasser un montant plafonné	✓		✓		✓	✓
Fondateurs/équipe connaissent % total quantité de <i>tokens</i>	✓	✓		✓	✓	✓
Collaborateurs connaissent % de la quantité total de <i>tokens</i>	✓		✓			✓
Promouvoir une plus large distribution des <i>tokens</i>						✓
<i>Tokens</i> vendus au prix du marché			✓	✓		
Garantie que tous les acheteurs pourront obtenir des <i>tokens</i>		✓			✓	

Source : [The perfect token sale structure](#)

De toute évidence, il est impossible de répondre à tous les objectifs et ainsi il y a des compromis entre les modèles.

Comme notre objectif est une allocation équitable et une utilisation efficace du *token* LEGAL, nous avons décidé d'utiliser un TGE plafonné avec une limite partiel (il a la plupart des "checks" dans le tableau ci-dessus).

Nous croyons que cette structure favorise une distribution plus large des *tokens*

SmartOne, empêchant la concentration entre les mains de quelques-uns, tout en vendant un nombre fixe de *tokens*.

Un problème avec les limitations de parcelle, c'est qu'une personne peut contribuer de plus d'une adresse, ce qui signifie que la participation programmée dans la TGE pourrait entraîner la concentration des *tokens* entre les mains de quelques collaborateurs techniquement qualifiés, empêchant une distribution plus large de notre jeton *token*.

Pour résoudre ce conflit, nous avons mis en place un protocole de KYC qui vérifie les adresses. Nous croyons que cela va devenir la norme pour les TGEs dans l'avenir. Cependant, il n'a pas encore été pleinement adoptée par l'ensemble de la communauté crypto et par conséquent, les collaborateurs ont toujours un choix.

7.2. Lancement public du *token*

13'000'000 *tokens* LEGAL sont disponibles pour le lancement de *token* public, qui se déroulera en deux étapes:

Seuls les contributeurs vérifiés pourront participer à la phase 1 et bénéficieront d'avantages importants pour encourager la vérification.

Les bénéfices comprennent: la priorisation ; un bonus minimum de 10% (équivalent en USD); couverture partielle contre l'amortissement ETH / USD si la phase 2 suit.

	Phase 1	Phase 2
Lancement public du <i>token</i>	13'000'000 LEGAL	
<i>Tokens</i> disponible	Garantie	Non garantie
Accès à la première contribution	Oui, après vérification par SMS (on-chain)	Non
Minimum contribution	0.5 ETH	0.5 ETH
Maximum contribution	450 ETH	Technical not feasible
Duration de la phase	7 jours ou lorsque maximum atteint	7 jours ou lorsque maximum atteint
Prix par token LEGAL	0.004 ETH ⁴	Min. 0.00444 ETH ⁵
Bonus garantie	Oui	Non
Fonction de couverture	Oui	Non
<i>Tokens</i> restant	Disponible pour la phase 2	Brûlé

Afin d'accorder au pré-cotisants au moins un bonus de 10% en USD équivalent, le prix par *token* est ajusté avant la phase 2 de cotisation :

Scénario 1 : ETH/USD *apprécié* au cours de la phase 1 - ajustement de prix pour contribution phase 2 :

$$1 \text{ LGL} = \frac{0.004 \text{ ETH}}{1 - \text{bonus en \%}} \sim 0.00444 \text{ ETH} \quad (\text{Avec 10 \% de bonus})$$

⁴ Sera refixé avant le lancement public du token tel qu'un LGL égale environ un USD

⁵ Sera refixé avant la Phase 2

Scénario 2 : ETH/USD se *déprécie* au cours de la phase 1 - ajustement de prix pour contribution phase 2 :

$$1 \text{ LGL} = \frac{0.004 \text{ ETH}}{(1 - \text{dépréciation en \%}) \times (1 - \text{bonus en \%})}$$

Exemple : l'ETH/USD prix diminue de 13 % au cours de la phase 1

$$1 \text{ LGL} = \frac{0.004 \text{ ETH}}{(1 - 0.13) \times (1 - 0.1)} \sim 0.00511 \text{ ETH} \text{ (avec 10\% bonus)}$$

Comme nous avons inclus un plafond relativement bas, la TGE pourrait finir pendant la phase 1 (ce qui est un effet intentionnel). Les contributeurs vérifiés de la phase 1 sont prioritaires.

Un effet secondaire de l'ajustement de prix dans la phase 2 est que les contributeurs vérifiées sont partiellement couvertes contre une dépréciation ETH / USD.

L'un de nos principaux objectifs est de fournir un large accès au public à la technologie *blockchain*. LEGAL est une token de réseau fonctionnels au sein de l'écosystème SmartOne. LEGAL n'est pas pour les investissements spéculatifs.

Nous croyons que les gens s'engageant avec la TGE devraient avoir au moins une compréhension de base de la technologie *blockchain* et nous avons donc exigé que les cotisations soient versées en Ether (ETH)

7.3. Implémentation technique

Les spécifications techniques de la TGE seront décrites dans un "Whitepaper" séparé et sont mis en œuvre en collaboration avec **l'École de technologie de l'information Lucerne (HSLU)** à Rotkreuz aux côtés d'autres partenaires technologiques locaux. À l'heure actuelle, les composants techniques suivants seront fournis :

- Une **application décentralisée (DAPP)** pour la vérification de SMS et le lancement du *token* lui-même, avec son codage "backend" fonctionnant sur un réseau *peer-to-peer* décentralisé qui utilise le blockchain Ethereum et des "smarts contracts".
- Une infrastructure conçue pour l'environnement de parité avec un service de sauvegarde pour fournir le moyen le plus rapide et le plus sûr d'interagir avec le réseau Ethereum.

Les serveurs sont hébergés en **Suisse** dans une norme ISO 27001:2013 certifié et 3 niveau de vérification, centre de données monitoré 24/7 et suivi des opérations neutre. Le centre de données est également **conforme à la FINMA RS 08/7** et dépasse toutes les exigences techniques des organismes de certification concernés.

- Le **site web** SmartOne avec interface de la plateforme "Parity" et des informations supplémentaires telles que les blogs et le soutien en direct.

Description de la DApp

Pour *whitelister* une adresse et avoir accès à la phase de pré-contribution, nous utilisons un service similaire à la vérification des SMS de "Parity". Contrairement à "Parity", les contributeurs peuvent vérifier leurs adresses très facilement via notre page web. Les numéros de téléphone sont enregistrés hors ligne sur nos serveurs FINMA compatibles en Suisse. Seul un code aléatoire et crypté, qui représente le numéro de téléphone, sera envoyé en ligne au "smart contract" et en SMS au donateur. Dès que le contributeur confirme la réception du SMS, l'adresse éther et le code seront liés. A partir de là, le

public peut vérifier le blockchain pour confirmer si l'adresse a été vérifiée.

Notre service assure que le même numéro de téléphone ne peut pas être utilisé plusieurs fois. Ce service de vérification unique peut être réutilisé pour tous les lancements de *token* à venir qui impliquent SmartOne.

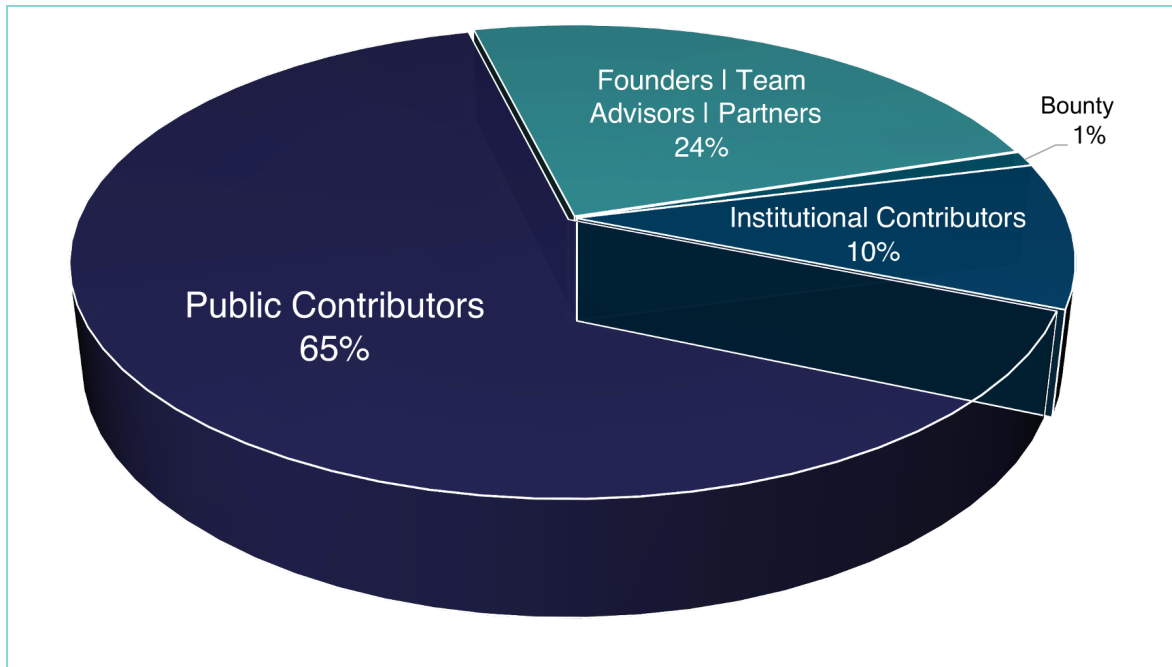
Une description plus détaillée de nos DApp suivront dans le *Whitepaper* technique.

7.4. La distribution

Un maximum de 20 000 000 *tokens* seront délivrés. 13 000 000 de *tokens* sont disponibles pour le lancement public du *tokens* et 2 000 000 pour les contributeurs institutionnels.

24% des *tokens* délivrés seront attribués aux fondateurs, conseillers et membres de l'équipe; 1% sera utilisé pour le programme de "bounty".

Les *tokens* attribués aux non-contributeurs sont verrouillés dans un compte collectif (MultiSig). 25% des *tokens* seront déverrouillés après l'approbation de la vérification. La partie restante sera libérée après 90 jours, sauf pour les fondateurs, pour lesquels 15% seront déverrouillés tous les 90 jours, ce qui signifie que les fondateurs auront uniquement un accès complet à leurs *tokens* après 15 mois.



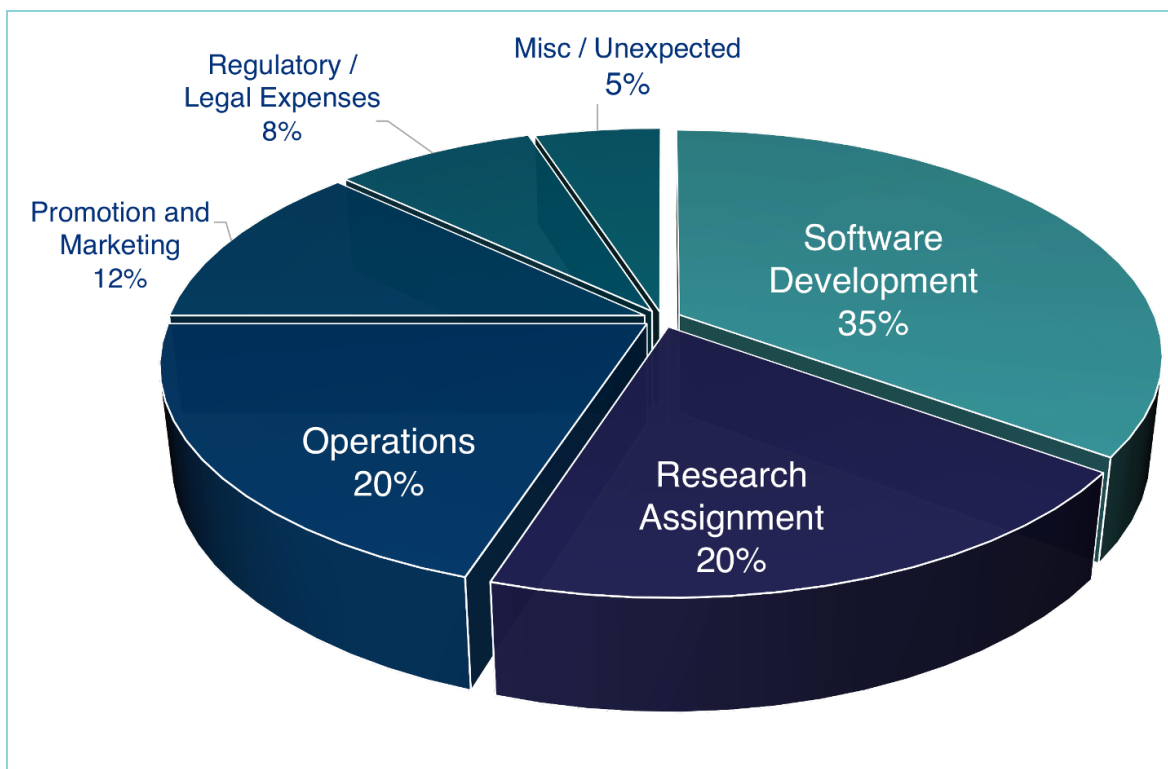
Distribution des tokens

7.5. Vérification

Grant Thornton Liechtenstein / Suisse fera la vérification des recettes de la TGE, qui sont enfermés dans un "Multi-Sig escrow wallet". Pour débloquer des fonds, 3 sur 4 signataires autorisés sont nécessaires.

7.6. Utilisation du montant recueillie

L'image ci-dessous illustre l'utilisation prévue du montant recueillie.



L'utilisation prévue du montant recueillie

7.7. Les incitations de l'utilisateur : Récompenses pour la communauté juridique

Nous avons pour but d'être le Steemit⁶ pour la communauté juridique en mettant l'accent sur la reconnaissance des contributeur de grande qualité. Les utilisateurs fournissent le contenu sur SKUANI et sont récompensés pour leur travail sur LEGAL.

Par exemple, les experts blockchain peuvent contribuer à l'analyse de la TGE ou publier des contributions pour gagner des *tokens* LEGAL. Avec l'aide de cette tierce expertise, nous serons en mesure d'examiner et d'améliorer nos propres analyses.

Le "smart contract" génère 1% supplémentaire de nouveaux *tokens* par an. Ceux-ci seront distribués sur une base mensuelle en fonction de la quantité et la qualité des travaux réalisés et serviront à inciter les utilisateurs de la plate-forme.

Initialement, la répartition équitable des *tokens* de récompense sera assurée par la SmartOne Fondation Commission avant de la transférer à un algorithme basé sur des "smarts contracts".

⁶ Steemit blockchain est une plate-forme basée sur les médias sociaux et a une capitalisation boursière d'environ 300 millions de USD. <https://steem.io/>

7.8. Résumé du TGE

Nom du <i>token</i>	LEGAL (abréviation: LGL)
Maximum issue	20'000'000 LEGAL
Lancement public du <i>token</i>	13'000'000 LEGAL
Date lancement du <i>token</i>	20 Octobre 2017
Plate-forme	ERC Ethereum 20 standard
Portefeuilles du navigateur	Parity / MyEtherwallet / MetaMask
Devise	Ether (ETH)
Durée	Max. 14 jours, inclus la période de pré-contribution
Types de vérification	SMS (on- chain)
Avantages de vérification	Accès aux pré-contribution et programme de bonus
Programme de bonus	Prime minimum de 10% pour les comptes vérifiés
Système de récompense	1% des nouveaux <i>tokens</i> LGL sera généré chaque année pour récompenser la publication de haute qualité
Fixation	LEGAL 1 = 0,004 ETH (sera refixée avant TGE)
Inscription	Bittrex et / ou échanges supplémentaires
Vérification	Grant Thornton Suisse / Liechtenstein

8. Annexe

8.1. Défis pour le marché légal

La croyance que le marché légal est mûr pour un changement perturbateur est partagé à la fois par les acteurs du marché et les établissements d'enseignement (Université de Saint-Gall, Université de Lucerne), plusieurs facteurs indiquant qu'une période de perturbation est imminente:

- Le marché légal a très peu changé au cours des 50 dernières années et en dépit d'une tendance vers les grands cabinets d'avocats, la consolidation du marché n'a pas encore eu lieu.
- Le modèle de rémunération prédominant dans le secteur juridique est la facturation en fonction du temps, bien qu'il y ait une tendance vers de frais basés sur des projets convenus à l'avance avec les clients. La justification la plus courante pour la facturation en fonction du temps est que chaque cas juridique est différent, il est difficile d'estimer les coûts à l'avance.
- La Suisse a des qualités spécifiques qui ont renforcé la résistance du secteur juridique au changement, y compris sa géographie, le multilinguisme et les procédures individuelles, cantonales
- Le manque de transparence des prix fait qu'il est difficile de comparer les services juridiques et leurs coûts.
- Le modèle de rémunération actuel ne contient pas de mesures incitatives pour l'optimisation des processus, car une augmentation de l'efficacité entraînerait une diminution du revenu.

- Les participants au marché ont peu ou pas d'intérêt à poursuivre le développement du marché.

Le fait que le secteur juridique est caractérisé par une telle inertie signifie qu'il y a une occasion unique pour les entreprises de technologie juridique novateur de se positionner sur le marché.

Bien que le marché légal est un contributeur économique majeur avec une valeur globale de quelque 700 milliards \$ US, il a réussi à résister à l'automatisation.

Selon une étude de Boston Consulting et la Bucerius Law School à Hambourg, jusqu'à 50 % du travail actuellement effectué par les avocats pourraient être prises en charge par des algorithmes d'ici quelques années.

L'avenir de l'industrie juridique est celui dans lequel de nouvelles idées d'affaires et produits fournira une concurrence sérieuse pour les avocats, les obligeant à repenser leurs modèles d'affaires traditionnels.

8.2. La technologie du Blockchain

Quand on parle du *blockchain*, nous faisons référence à une base de données décentralisée ou un grand livre comptable qui est capable d'éliminer l'intermédiaire entre l'utilisateur, par exemple une banque.

Un *blockchain* est commandé par un logiciel et peut être facilement téléchargé par quiconque. Chaque ordinateur sur un réseau *blockchain* contient toutes les données transférées sur ce réseau. Les transactions sont enregistrées en permanence, immuablement et traçable dans les blocs. L'encryption et la confirmation du réseau lui-même garantit la sécurité et l'exécution correcte et en temps opportun des transactions.

Blockchain a le potentiel de changer la chaîne de valeur pour une variété d'industries, ce

qui crée d'innombrables occasions de créer de nouvelles entreprises utilisant la technologie *blockchain*. En conséquence, de nombreuses entreprises sont en train de repenser leurs modèles d'affaires.

Dans le secteur des services financiers, par exemple, le *blockchain* devrait permettre de réduire considérablement les coûts d'infrastructure pour les paiements, la négociation de titres et de conformité. Dans l'industrie de la chaîne d'approvisionnement « Internet of Things » (IoT) est en cours de construction avec la technologie *blockchain* permettant aux appareils de communiquer de façon autonome les uns aux autres. Dans le secteur juridique, des accords sont auto-imposés par les "smart contract".

8.3. Smart Contract

Les principes de base des "smart contrats" ont été définis dès 1994 par le cryptologue Nick Szabo. A ce moment là, l'infrastructure technique nécessaire était manquante mais avec l'émergence du Blockchain Ethereum, cela a maintenant changé.

Différemment à Bitcoin, Ethereum a été développé avec programmabilité à l'esprit plutôt que l'utilisation potentielle en tant que monnaie numérique.

Les "smarts contracts" fonctionnant sur l'Ethereum peuvent, par exemple, être utilisés pour verrouiller l'argent dans un compte numérique (sur Ethereum Blockchain) jusqu'à ce que certaines conditions prédéfinies sont remplies. Les "smarts contracts" empêcheraient eux-mêmes la libération anticipée des fonds.

Étant donné que les "smarts contracts" sont exécutés sur plusieurs ordinateurs en synchronisation permanente, ils sont infalsifiables. Seuls les "smarts contracts" vérifiés et approuvés peuvent être modifiés, et même alors, les changements ne peuvent aller aussi loin que ce qui est expressément prévu dans le "smart contract", lui-même.

C'est parce que les "smarts contrats" sont immuables (au-delà des limites des règles pré-déterminé) qu'ils garantissent un très haut degré de fiabilité.

L'un des rôles clés de SmartOne sera de fournir un environnement de test dans lequel les "smart contracts" peuvent être vérifiés pour toutes les faiblesses possibles.

8.4. Définition TGE

L'abréviation TGE signifie « Token Generating Event ». Le terme "ICO - Initial Coin Offering" (dérivé de l'expression anglaise, IPO - Initial Public Offering) a souvent été utilisé pour décrire de tels événements. Alors que l'IPO vend des actions de la société, l'acheteur bénéficie de l'entreprise, un TGE est sur l'émission de *tokens* à base *blockchain* qui doivent être utilisés en tant que logiciel. Un *token* nécessite un effets de réseau pour son maintien de valeur ou la création de valeur.

8.5. Services SmartOne

Les fournisseurs de services SmartOne offrent des services de conseil pour la fondation SmartOne.

8.5.1. LegalOne - le premier cabinet numérique Suisse

LegalOne est le premier cabinet d'avocats numérique à s'établir en Suisse. Toujours en processus de développement, LegalOne a été enregistré auprès du bureau des avocats compétents.

LegalOne met l'accent sur la consultation pour la mise en œuvre et l'analyse des TGE, y compris :

- ***Incorporation de fondations et d'autres entreprises***

En Suisse et au Liechtenstein, LegalOne va créer des entités lui-même et va

utiliser son vaste réseau de partenaires pour les établir dans d'autres juridictions.

- ***"Whitepaper" et les conditions d'affaires***

LegalOne sera chargée d'élaborer et d'examiner les termes et conditions pour le lancement de *token*, en aidant à la rédaction de "Whitepaper" et la classification juridique de nouveau *token* en utilisant le test Howey.

- ***Règlement***

LegalOne soutient la communauté crypto en aidant pour les questions de conformité, audit et fiscal. Notre collaboration avec Grant Thornton nous permet également d'offrir des services d'audit complets

8.5.2. NextLex Ltd. - Numérisation des documents LEGAL et des procédés

NextLex développe des logiciels d'automatisation des processus basés sur le *cloud* pour les documents et les contrats, ce qui simplifie les processus décisionnels complexes et la mise en œuvre de la gestion des risques et des protocoles de conformité.

Les modèles automatisés de NextLex sont distribués sous licence aux avocats et aux notaires. Le forfait d'abonnement de base contient 40 modèles qui couvrent les besoins de base d'un avocat médico-légale.

NextLex automatise également des modèles individuels, des documents, des contrats et des processus pour les services du personnel, les fiduciaires, les agences immobilières et les PME.

8.5.3. SKUANI Ltd. - Marché pour les conseils juridiques

SKUANI, le marché numérique, vend des services juridiques standardisés de SmartOne. SKUANI offre un accès à des experts dans dix domaines différents et apporte de

nouveaux experts *blockchain* à bord.

L'objectif est de développer une communauté de "crypto-aware" d'experts juridiques, qui développeront conjointement des solutions pour le secteur de Crypto.

SKUANI a déjà plusieurs milliers de visiteurs par mois et est disponible en 5 langues.

Les utilisateurs peuvent facilement accéder à SKUANI experts, comparer leurs offres et savoir-faire, lire des publications et des articles, et appeler instantanément des professionnels sélectionnés.

Les experts-conseils peuvent créer rapidement et facilement un profil, définir leurs compétences, publier des articles et offrir des produits juridiques via SKUANI.

Les consultations en ligne permettent aux clients de définir un problème, comme une question. SKUANI cherche ensuite l'expert approprié et lui transmet l'information, avec les clients payant un relativement faible frais pour avoir reçu une réponse à la question. Quand il s'agit de questions interdisciplinaires, SKUANI compilera l'ensemble d'une équipe de projet pour répondre aux demandes du client.